

DECLARATION COMMUNE



Le 23 Avril 2008

Les agricultures familiales au centre de la lutte contre la pauvreté

Alors que des émeutes urbaines nous rappellent l'insupportable hausse des prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays en développement, il est essentiel de rappeler que deux tiers des personnes souffrant de malnutrition à l'échelle mondiale sont des paysans pauvres. **Le problème de la sécurité alimentaire mondiale est d'abord celui de la pauvreté.**

Face aux défis qui s'offrent aujourd'hui à la communauté internationale, il est essentiel que l'ensemble des agriculteurs familiaux, en particulier des pays les moins avancés, puissent participer pleinement à l'effort productif mondial tout en vivant décemment de leur métier.

La nécessaire redéfinition des politiques agricoles

Dans le débat actuel sur les variations des prix agricoles mondiaux, le maintien d'une forte volatilité des prix agricoles est la seule certitude. Il est essentiel que les autorités françaises et européennes s'interrogent sur les solutions qui peuvent être proposées pour stabiliser des cours alimentaires sur le long terme. La libéralisation des échanges agricoles commence à montrer ses limites et il paraît aujourd'hui primordial de revoir le traitement commercial de l'agriculture. Les négociations en cours au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce et l'attitude de la commission européenne vis-à-vis pays d'Afrique Caraïbes Pacifique (ACP) non signataires des APE (Accords de Partenariat Economique) ne vont pas dans ce sens.

En augmentant la variabilité des prix, l'ouverture à outrance des marchés agricoles constitue un danger et une source importante de vulnérabilité pour les producteurs. Les fluctuations des cours limitent leurs investissements et, par conséquent, leur productivité. Il est donc nécessaire de donner à chaque nation la possibilité de mener une politique agricole ambitieuse et concertée avec les agriculteurs.

Pour un véritable engagement de la communauté internationale

Face à la crise actuelle, la FNSEA et les JA, à travers leur engagement au sein de l'Afdi appellent à :

- **Mettre l'activité agricole au centre des politiques publiques internationales.** La sécurisation foncière, la formation des professionnels, les politiques de prix, le rôle central des producteurs dans les choix économiques et dans les choix des politiques agricoles, le développement de la recherche agricole publique et le développement de marché sous-régionaux sont autant de sujets qui doivent devenir prioritaires. L'agriculture doit être enfin reconnue comme un bien public mondial.
- **Intensifier l'aide au secteur agricole de la communauté internationale dans les pays les moins avancés.** D'après l'OCDE, en 2006 les pays bailleurs de fonds n'ont consacré en moyenne que 2,9% de leurs aides publiques au développement (APD) à l'agriculture et la France seulement 1,7 %. Nos pays doivent aujourd'hui prendre en compte l'importance du secteur agricole dans le développement et consacrer une part significative de leur aide à des programmes structurants.

Les agriculteurs français appellent à la solidarité entre les paysans du monde. Il est essentiel qu'elle s'appuie sur de réelles complémentarités, au-delà de réalités agricoles différentes. Les organisations agricoles françaises souhaitent voir les instances françaises, européennes et internationales s'engager concrètement dans le développement des agricultures familiales paysannes qui reste un des principaux leviers de lutte contre la pauvreté.